

PASSIF & FARR

Le fonds d'amortissement des régimes de retraite, le FARR, fut créé en 1993.

Monsieur Ronald Carré, économiste, écrivait sur le site Internet de l'ASDEQ (Association des économistes du Québec) le 20 février 2007 le texte suivant :

« Le FARR a été créé en 1993. Il constitue un actif qui sera utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

Le passif des régimes de retraite garantis par le gouvernement du Québec est de l'ordre de 59,6 G\$¹. Cette somme est garantie en partie par le Fonds consolidé des revenus du gouvernement du Québec et en partie par le FARR. En 1993, un objectif d'équilibre avait été fixé pour que le FARR soit susceptible de garantir les régimes de retraite à hauteur de 70% à compter de 2020. Compte tenu des bons rendements escomptés pour les revenus de placement, ce point d'équilibre devrait plutôt être atteint en 2014 (soit six (6) ans plus tôt que prévu). Le FARR devrait donc réussir à garantir à lui seul 100% des régimes de retraite garantis par le gouvernement à partir de 2020. »

FARR

Valeur du FARR, 31 décembre 2005, rapport annuel CARRA,	17,4 G\$
Valeur du FARR, selon le budget Audet, février 2007	22,0 G\$
Valeur estimative du FARR, 31 décembre 2007	27,0 G\$

PASSIF ² DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DES FONDS DE RETRAITE

Passif du gouvernement à l'égard du RREGOP & RRPE, fonds 301 et 302	36,6 G\$
Passif du gouvernement à l'égard des autres régimes (Part employeur cotisants)	21,4 G\$

¹ Données en milliards, budget Audet, février 2007

² Rapport annuel CARRA, 31 décembre 2005

Passif du gouvernement à l'égard de tous les fonds de retraite	58,0 G\$
---	-----------------

PASSIF moins FARR³

Passif 58 G\$ – FARR, 17,4 G\$ =	40,6 G\$
---	-----------------

PASSIF moins FARR⁴

Passif, 59,6\$ G – FARR, 21,4\$ G =	38,2 G\$
--	-----------------

PRÉVISIONS RÉVISÉES 2020

Passif – FARR =	0,0\$
------------------------	--------------

Les cotisants (actifs et retraités) doivent exercer une vigilance constante pour s'assurer que les fonds accumulés dans le FARR ne soient pas détournés à d'autres fins que pour celles prévues, financer la part du gouvernement dans les régimes de retraite. La création d'un fonds commun, gouvernement et cotisants, serait la meilleure garantie que les cotisants pourraient se donner.

Les astres sont maintenant alignés pour favoriser un fonds de placement commun avec les avoirs des retraités et les obligations du gouvernement envers les fonds de retraite. Il est temps que les organisations syndicales et les associations de retraités organisent un mouvement collectif pour forcer le gouvernement à mettre sa part dans un fonds commun avec les actifs. Le modèle « Teachers » en Ontario devrait nous inspirer.

Le jour où les argents des fonds de retraite, part des cotisants et part de l'employeur, seront réunis sous une même gouverne, la transparence des obligations de chacun pourra être démontrée.

Document produit Rodrigue Dubé, Président de l'ADR - 11 mai 2007

³ 31 décembre 2005

⁴ Budget Audet, février 2007